

<http://www.acrimed.org/Notre-Dame-des-Landes-Circulez-y-a-rien-a-voir>



Notre-Dame-des-Landes : Circulez y'a rien à voir ! (SNJ)

- L'information - Société - Les médias et les mobilisations sociales -



Date de mise en ligne : vendredi 13 avril 2018

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous reproduisons ci-dessous [un communiqué du SNJ de France Télévisions](#) publié le 11 avril, condamnant la tentative du ministère de l'intérieur de monopoliser la production d'images de l'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en substituant un bataillon gendarmesque spécialisé aux journalistes interdits de séjour sur place.

« 200 caméras de la gendarmerie sur le terrain », annonce fièrement Gérard Collomb sur LCI.

Tranquillement, le ministre de l'intérieur assume le fait d'avoir écarté des journalistes professionnels pour montrer au public des images « contrôlées » de l'évacuation des Zadistes de Notre-Dame-des-Landes.

« Ce que nous voulions, c'est qu'il puisse y avoir **de la part des spectateurs un jugement qui soit objectif** », déclare notamment le premier flic de France pour justifier cette atteinte à la liberté de la presse.



Sur place nos confrères ont vu ces « collègues » filmer des équipes de journalistes professionnels. Equipés de leurs tenues de sécurité, comme tous les autres CRS, certains de ces gendarmes arboraient des dossards de presse. Ne reculant devant aucun moyen, les gendarmes ont également utilisé des drones qui ont fourni des vues aériennes,

mises gracieusement à la disposition des médias.

Lors de leur arrivée sur les lieux, nos confrères (les vrais) ont été parqués en bord de route puis évacués de la zone, sous escorte, avec interdiction de filmer. Certains sont parvenus à regagner la ZAD par des chemins de traverse, ils ont été contrôlés, menacés, interdits d'accès.

Le SNJ France Télévisions condamne très fermement cette dérive qui consiste à fournir, sous prétexte de sécurité, des images « clés en main » et totalement aseptisées des opérations « sensibles » du gouvernement.

Le SNJ France Télévisions regrette qu'en diffusant les images de la gendarmerie, la direction de France Télévisions cautionne indirectement cette censure imposée à nos équipes sur le terrain.

L'Elysée a fait le choix d'une information contrôlée, au mépris de la profession de journaliste, au mépris des citoyens qui ont droit à une information libre et indépendante.

Au moment où le gouvernement lance un projet de loi contre les « fake news », il serait nettement contradictoire qu'il en fabrique lui-même.

Paris, le 11 avril 2018